Bulletin TQR
Table Québec-régions

Volume 1, Numéro 8
Octobre - Novembre 2006

Rubriques

Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale 1
À découvrir : des régions et des idées 3
À inscrire à l'agenda 7
Quoi de neuf ? 7

Projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale

La version préliminaire du *Rapport sur la mise en œuvre du protocole d'entente avec les présidents des conférences des élus (CRÉ)* a été distribuée aux membres de la TQR lors de la rencontre du 3 novembre dernier. À la suite des commentaires que formuleront les CRÉ et d'une validation subséquente auprès des ministères et organismes concernés, la version définitive du rapport sera présentée par la ministre des Affaires municipales et des Régions (MAMR) au Conseil des ministres.

Ça s'est passé en région

Projet de régionalisation en Abitibi-Témiscamingue. Le 21 septembre dernier, les membres de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue ont rencontré M^me^ Monique Jérôme-Forget, présidente du Conseil du trésor, avec laquelle ils ont discuté du projet de régionalisation proposé par cette région dans le cadre du projet gouvernemental d'autonomie régionale et municipale. Ce modèle sur-mesure mettrait davantage à contribution les directions régionales des ministères et organismes gouvernementaux et le milieu régional dans les décisions qui valent pour la région. Le projet, encore en élaboration, fait l'objet de discussion au Comité de régionalisation en Abitibi-Témiscamingue et sa mise en œuvre est prévue au cours de la prochaine année.

Implantation des Commissions régionales des ressources naturelles et du territoire. La Commission d'étude sur la gestion de la forêt publique québécoise a recommandé dans son rapport de décembre 2004 (Rapport Coulombe) de créer des commissions forestières régionales qui visent une prise en considération optimale des valeurs et des caractéristiques socioéconomiques et forestières des régions. Pour donner suite à cette recommandation, le Conseil des ministres a approuvé le programme du ministre des Ressources naturelles et de la Faune quant à l'implantation de commissions forestières régionales et à la conception et à la préparation de plans régionaux de développement forestier. Dans le cadre d'une gouvernance renouvelée des ressources naturelles et du territoire, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) a proposé au Conseil des ministres un élargissement du programme à l'ensemble des ressources naturelles et du territoire. C'est ainsi que conformément au décret daté du 17 mai 2006, la Commission forestière régionale fait place à la Commission régionale des ressources naturelles et du territoire (CRRNT) et le Plan régional de développement forestier fait place à un Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT).

Affaires municipales et Régions
Québec

Dans le cadre du programme relatif à l'implantation des CRRNT et à l'élaboration d'un PRDIRT, les CRÉ des régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale, de la Mauricie, de l'Outaouais, de la Côte-Nord, de la Baie-James, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de Lanaudière et des Laurentides ont tenu en octobre ou en novembre dernier des assemblées publiques de consultation à ce sujet. Le résultat de ces réflexions régionales constituera les bases d'un modèle qui sera soumis par chaque CRÉ et fera l'objet d'une mise en commun lors d'une rencontre en janvier prochain.

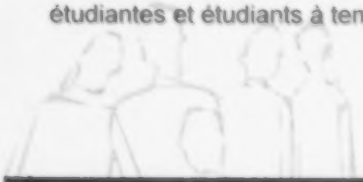
La Commission régionale des ressources naturelles et du territoire en Mauricie. Une centaine de personnes se sont exprimées sur le projet de CRRNT lors de l'une ou l'autre des assemblées de consultation publique tenues par la CRÉ de la Mauricie au cours du mois d'octobre. Une rencontre d'information et d'échange a également eu lieu avec les communautés attikamek. Les responsabilités et les mandats qui seraient dévolus à la CRRNT, notamment ceux liés aux activités de protection, d'aménagement et de mise en valeur des terres et des ressources, ont suscité de nombreux échanges. Dans la majorité des cas, les participantes et participants étaient d'accord avec la proposition qui leur a été soumise et ont confirmé l'importance de la concertation avec tous les partenaires. Plusieurs se sont dits préoccupés par une représentation la plus juste possible des différents secteurs au sein de la CRRNT. La proposition de mise en place de la CRRNT de la Mauricie sera présentée au ministre des Ressources naturelles et de la Faune en décembre 2006.

Nouveaux outils de travail en géomatique. La CRÉ de la Mauricie s'est dotée récemment d'outils dans le domaine de la géomatique dans le but, entre autres choses, de faciliter la production du Plan régional intégré des ressources naturelles et du territoire. Grâce à une entente avec le MAMR, la CRÉ a maintenant accès au Système d'information et de gestion en aménagement du territoire (SIGAT) qui regroupe des documents textuels et des cartes numérisées des schémas d'aménagement et de développement des MRC. Par ailleurs, le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) a transmis à la CRÉ les cartes écoforestières numériques du territoire et lui a permis d'accéder à son Système d'information et de gestion du territoire public (SIGT). Avec ces outils, la CRÉ pourra mieux connaître le territoire public mauricien et cerner les enjeux de son développement.

Ça s'est passé dans les ministères et organismes gouvernementaux

Politique de développement des territoires. Le 3 novembre dernier, la ministre des Affaires municipales et des Régions M^me^ Nathalie Normandeau a annoncé qu'au cours de l'automne des représentants des CRÉ, de la Fédération québécoise des municipalités, de l'Union des municipalités du Québec, de la Ville de Montréal et des Premières Nations seront invités à une première rencontre de travail dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle politique de développement des territoires. La ministre a réitéré la volonté gouvernementale de poursuivre le travail amorcé afin de répondre concrètement aux priorités formulées avec les régions lors des forums régionaux *Place aux citoyens* et lors du *Forum des générations* soit plus de décisions en région, plus de souplesse et des interventions de l'État adaptées aux particularités régionales.

Pavillon autochtone à Val d'Or. Après plusieurs années de travail, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont annoncé le 26 octobre dernier, lors du Sommet socioéconomique des Premières Nations, la concrétisation du projet de Pavillon autochtone de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT). Le Pavillon autochtone, qui sera érigé sur le campus de Val d'Or, facilitera l'accès à une formation pour les Premières Nations de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et des autres régions dans un environnement propice à leur participation. La présidente du conseil d'administration de l'UQAT a fait ressortir le rôle clé de la formation et de la recherche pour les Premières Nations quand ces activités sont menées dans le respect de leurs valeurs fondamentales. « Le projet de construction d'un pavillon à Val-d'Or, donc d'un accès à la formation universitaire, est ardemment souhaité par les communautés, a-t-elle énoncé. L'Université est aussi consciente de s'engager dans un processus d'appropriation par les Autochtones des outils de leur propre développement. » Dès 2008, l'UQAT accueillera près de 450 étudiantes et étudiants à temps complet et à temps partiel provenant des Premières Nations.



■ À découvrir : des régions et des idées

Mauricie

PhotoMauricie.com. Après cinq ans, plus de 280 utilisateurs et plus de 2 500 demandes d'utilisation de photographies, PhotoMauricie.com se renouvelle et rajeunit son image pour assurer avec plus d'efficacité la promotion de la Mauricie. Le répertoire photographique de la Mauricie, qui offrait au départ 350 photos, en propose maintenant près de 1 000, prises aux quatre coins de la région afin d'illustrer ses différents secteurs d'activité. Outre cette quantité notable de nouvelles photographies, PhotoMauricie.com propose un moteur de recherche plus efficace, une interface de travail plus conviviale et de nouvelles options. Parmi celles-ci, il faut mentionner les cartes postales virtuelles et la possibilité pour les photographes, professionnels ou amateurs, d'ajouter leurs propres photos au répertoire. Ces photos doivent obligatoirement avoir été prises en Mauricie. Associés au projet depuis le début, la CRÉ de la Mauricie et les centres locaux de développement (CLD) de Maskinongé, Mékinac, des Chenaux, Haut-Saint-Maurice, Shawinigan et Trois-Rivières (SDÉ) se réjouissent de l'arrivée d'un nouveau partenaire, Tourisme Mauricie. Ce partenariat témoigne de la collaboration dont les différentes instances régionales sont capables, ce qui constitue la clé de son développement.
(Référence : [redacted])

La stratégie intégrée favorisant l'établissement des jeunes en Mauricie. Après la grande séduction, la grande migration : Le Forum Jeunesse Mauricie et le Club Initiatives Jeunesse, qui regroupe notamment les Carrefours jeunesse-emploi de la Mauricie, sont fiers de lancer une stratégie intégrée pour favoriser l'établissement des jeunes en Mauricie. Les initiatives prévues dans la stratégie viendront assurer aux migrants des conditions propices à leur retour, et ce, en matière d'emploi, de qualité de vie et d'accueil pour eux et leur famille. Les actions sont intégrées afin de créer un grand courant éolien mauricien permettant de soutenir les jeunes dans leurs démarches d'implantation en région. Plus précisément, les jeunes seront sensibilisés aux possibilités que leur offre la Mauricie dès leur adolescence.

Pour ce faire, le Forum Jeunesse Mauricie travaillera à inciter les jeunes à s'engager au sein des instances décisionnelles. L'engagement social leur permet de développer leurs habiletés, leur réseau de contacts et par le fait même, leur sentiment d'appartenance à leur municipalité. Leur insertion socioprofessionnelle s'en trouve facilitée, ce qui augmente leurs chances de s'établir définitivement dans leur région. Les organismes susceptibles d'intégrer les jeunes au sein de leurs instances seront aussi sollicités et soutenus afin de faire une place aux jeunes.

À l'image du baguage qui est utilisé pour effectuer un suivi des oiseaux, constater leur état de santé et suivre leurs déplacements, des personnes influentes ont reçu des bagues qu'elles remettront à des jeunes de leur territoire. Ces bagues, qui pourront être échangées auprès de leur agent de migration local, donneront droit à un privilège. Les agents de migration pourront ainsi prendre et garder contact avec des jeunes pour leur faire part des perspectives d'avenir susceptibles de les inciter à s'installer en région.
(Référence : [redacted])

Estrie

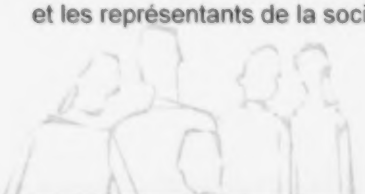
Les applications du développement durable. L'Université de Sherbrooke et ses partenaires organisent un *Rendez-vous international sur les applications du développement durable*. Cet événement se déroulera au Centre culturel de l'Université de Sherbrooke du 18 au 20 juin 2007. La conférencière d'honneur de l'événement est l'auteure de ce qu'il est maintenant convenu d'appeler le rapport Brundtland, M^me^ Gro Harlem Brundtland. L'objectif de ce colloque est de faciliter l'application du développement durable au sein des organisations. Pour ce faire, l'Université souhaite réunir les praticiens de développement durable au sein des ministères, des municipalités, des entreprises, des ONG, des institutions, des universités, etc., afin qu'ils échangent à propos de leurs stratégies de mise en œuvre, de leurs outils, de leurs facteurs de succès et des obstacles qu'ils ont rencontrés.
(Référence : [redacted])

Planification stratégique pour l'économie et l'emploi à Sherbrooke. La communauté sherbrookoise travaille actuellement à l'élaboration de sa planification stratégique pour l'économie et l'emploi. Après avoir fait le constat que les différentes organisations de développement de Sherbrooke ne possédaient pas de visions communes de développement et d'orientations, le maire de Sherbrooke, la Société de développement économique de Sherbrooke (CLD) et la Corporation de développement économique communautaire de Sherbrooke (CDEC) éprouvent la nécessité de maximiser l'apport de toutes les organisations de développement. La démarche proposée de diagnostic et de planification stratégique est de prendre comme point de départ tout le travail qui a été réalisé de façon sectorielle ou au sein des entreprises, pour ensuite le compléter et l'intégrer au contexte global du développement socioéconomique de Sherbrooke.
(Référence : dr.estrie@mamr.gouv.qc.ca)

Montréal

Le plan d'action du Comité Femmes. La CRÉ de Montréal soutiendra financièrement la mise en œuvre du plan d'action 2006-2007 du Comité Femmes. Ce plan comporte fondamentalement deux axes : 1) favoriser l'intégration et la prise en considération, par les instances locales et régionales, des intérêts et des besoins spécifiques des femmes du territoire et 2) favoriser la présence paritaire aux instances locales et régionales de développement. Diverses actions seront entreprises afin de mieux implanter l'analyse différenciée selon les sexes à la CRÉ de Montréal.

Le Comité Femmes soutiendra l'entrepreneuriat féminin comme outil de développement économique régional. Il portera une attention particulière aux femmes immigrantes. Il entend également assurer une veille sur le thème *L'emploi et les montréalaises*. Plusieurs mesures prévues dans le plan d'action visent à faire connaître et reconnaître le Réseau d'échange, de concertation et d'influence pour les femmes de Montréal, notamment par l'établissement d'alliances afin de créer des habitudes de collaboration entre les élus et les représentants de la société civile.



Le plan d'action 2006-2007 du Comité Femmes est accessible sous la rubrique *Quoi de neuf?* du site Internet de la CRÉ de Montréal. Pour plus de renseignements, vous pouvez également communiquer avec M[me] Johanne Bouchard, coordonnatrice du Comité Femmes, au numéro 514-842-2000, poste 2325.
(Référence : ytheriautl@credemontreal.qc.ca)

Abitibi-Témiscamingue

Atlas régional sur Internet. Le 21 septembre dernier, l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue a présenté un projet d'atlas régional aux membres de la CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce projet d'atlas de l'Abitibi-Témiscamingue a pour principal objectif de créer un instrument de rassemblement et d'analyse des connaissances disponibles dans des domaines stratégiques sous une forme cartographique. Son but est d'illustrer, par une lecture précise et actualisée, la dynamique et les tendances lourdes qui se dégagent au sein des territoires. L'atlas recensera, s'il est réalisé, une information riche, contextuelle et intégrée tout en étant convivial. Cet outil permanent d'aide au développement local et régional s'adressera à une clientèle nombreuse et diversifiée, allant des actrices et des acteurs de la planification et du développement à l'ensemble de la population. La recherche de financement et de partenaires est en cours. La CRÉ autorisait par ailleurs l'Observatoire à agir en tant que demandeur auprès de Géoconnexion, une fonds fédéral de 50 M$ qui encourage ce genre de projet.
(Référence : diane.guillemette@conferenceregionale.ca)

Nord-du-Québec - Administration régionale Kativik

Le Programme de développement des jeunes du Nunavik axé sur le hockey. L'Administration régionale Kativik (ARK) et la Société Makivik ont récemment eu l'occasion de s'associer à M. Joé Juneau, un ancien joueur de la Ligue Nationale de Hockey, afin d'élaborer un programme de hockey sur glace à l'intention des jeunes du Nunavik et visant à promouvoir l'importance de l'éducation et de la prévention de la criminalité. La Commission

scolaire Kativik donne un appui important à ce projet. Le Programme de développement des jeunes du Nunavik, axé sur le hockey, sera mis à l'essai pendant deux ans, soit jusqu'au mois d'août 2008, par le personnel du Service des loisirs de l'ARK et M. Juneau.

Les objectifs du programme sont, entre autres choses, d'aider les villages nordiques à mettre en œuvre un programme de hockey local et ce, afin de favoriser le développement des jeunes joueurs de hockey et de prévenir la criminalité, d'encourager les jeunes Inuits à poursuivre leurs études tout en jouant au hockey, de recommander un entraînement plus poussé pour certains joueurs talentueux, ou encore, un programme sport-études pour les joueurs talentueux qui ont d'excellents résultats à l'école. Le programme vise également à encourager les participants à réduire leur taux d'absentéisme et à améliorer leurs résultats scolaires, à promouvoir la consommation d'aliments nutritifs et la bonne forme physique, à initier les jeunes au bénévolat et à entamer l'élaboration d'un programme sport-études adapté au Nunavik.
(Référence : igrenier@ark.ca)

Nord-du-Québec – Baie-James
Perspectives de développement pour la production d'énergie. La CRÉ de la Baie-James a nommé ses représentants régionaux au sein du comité organisateur du *Symposium sur la valorisation de la biomasse forestière et des résidus de transformation : Perspectives de développement pour la production d'énergie* prévu en avril prochain à Val d'Or. Ce séminaire sera le fruit de la collaboration entre les CRÉ de la Baie-James, de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Outaouais dans le cadre des activités du Q-Web (Québec Wood Export Bureau).
(Référence : smckenzie@creebj.ca)

Laval
Programme d'éducation au développement durable et à l'écocitoyenneté par et pour les jeunes Lavallois. Mis en place par la CRÉ de Laval, AVEC (*Avenir-Viable-École-Communauté*) est un programme d'éducation au développement durable et de revitalisation des cours d'écoles de la région de Laval, visant, entre autres choses, à créer un environnement physique et social pensé par et pour les jeunes. Il se fonde sur la volonté commune des intervenants (écoles, conseils d'établissement, organismes et entreprises du milieu) de développer l'écocitoyenneté chez les jeunes en les associant à un programme qui les touche directement pour en faire des citoyens responsables et soucieux du développement durable. Pour y arriver, la CRÉ de Laval jouit d'un partenariat régional avec la Ville de Laval, la Commission scolaire de Laval, la Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier et le Forum jeunesse Laval.

Un partenariat avec l'Association québécoise pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement (AQPERE), le Cégep de Rosemont et Evergreen a été conclu afin que ceux-ci offrent aux jeunes et aux familles, participant au programme AVEC, une formation intensive sur l'éducation à l'écocitoyenneté et le développement durable. En appui à ce programme, un guide pédagogique sur le développement durable a également été conçu par des éco-conseillers de la Chaire en éco-conseil de l'Université du Québec à Chicoutimi. Mis à la disposition des jeunes et des participants du programme AVEC, ce guide a pour principal objectif de vulgariser la notion de développement durable, en rendant disponibles les outils nécessaires pour œuvrer dans le cadre d'une « éducation pour un avenir viable ».

Le programme AVEC était présent sur la scène internationale lors du 9e Congrès International des Villes Éducatrices qui s'est tenu à Lyon du 14 au 17 septembre dernier, sous le thème « La place de l'Homme dans la Cité ». Des élus, des experts, des institutions et des associations venant de partout dans le monde se sont réunis afin de partager leurs visions et leurs pratiques quant au développement des villes et aux rapports humains qui s'y établissent, et ce, dans un contexte de mondialisation accrue. Parmi ceux-ci figurait une délégation de Laval, laquelle a été invitée à présenter le programme AVEC dans le cadre d'un atelier intitulé *Agenda 21 et éducation au développement durable*. Pour plus de renseignements sur le programme AVEC et pour obtenir les outils pédagogiques qui l'accompagnent, vous pouvez consulter le site Internet de la CRÉ de Laval au www.crelaval.qc.ca (*sous la rubrique Fonds et Ententes, programme AVEC*).
(Référence : m.simoneau@crelaval.qc.ca)

Lanaudière

Huitième Université de Pays. Les 27, 28 et 29 octobre derniers, 200 participants et participantes étaient présents à la 8e Université de Pays qui s'est déroulée à Sainte-Émélie-de-l'Énergie. Des délégations de la France, du Maroc et de la Guadeloupe étaient également présentes. La vitalité de ce réseau, que sont les Universités de Pays, dépend de la mobilisation des acteurs du territoire, un des objectifs de cette manifestation. M. Marc Valade, directeur général de la CRÉ de Lanaudière, confirme ce fait en spécifiant « qu'il a fallu que quelques représentants de la Matawinie se sentent interpellés par le processus pour qu'un réseau se mette en place et que le territoire s'inscrive dans une dynamique où le social, l'économique et l'environnemental s'entremêlent ». L'Université de Pays se veut un événement qui permet une rencontre de représentants de territoires engagés dans un plan décennal de développement durable. Le président de la CRÉ de Lanaudière, M. Richard Marcotte, mentionnait à ce propos que « les élus(es) doivent être à l'écoute des courants », ce que le député de Berthier à l'Assemblée nationale, M. Alexandre Bourdeau, a appuyé en mentionnant qu'ils ou qu'elles ne doivent pas craindre de déléguer leur pouvoir et que les gens doivent prendre en charge leur milieu. La CRÉ a apporté son appui financier à ce projet qui vise à soutenir la participation citoyenne au développement durable et à en faire émerger des projets, à sensibiliser la population au développement rural et à faire connaître la région de Lanaudière.

(Référence : communication@cre-lanaudiere.qc.ca)

Longueuil

Pratique de l'activité physique chez les aînés. Lors du lancement de presse du matériel issu du projet « Des aînés qui bougent » mis en place par Loisir et sport Montérégie, en collaboration avec la Table régionale des aînés de la Montérégie (TRAM) et Kino-Québec, la présidente de la CRÉ de Longueuil, Mme Nicole Lafontaine, a annoncé qu'une enveloppe de 100 000$, puisée à même le fonds de développement régional, sera disponible sous peu pour soutenir la réalisation de projets favorisant la pratique de l'activité physique chez les aîné(e)s de l'agglomération de Longueuil, constituée des villes de Boucherville, Brossard, Longueuil, Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Lambert. Les promoteurs admissibles à cette enveloppe sont les organismes à but non lucratif, les organismes du secteur public des réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation, ainsi que les municipalités et les organisations qui leur sont attachées.

(Référence : info@credelongueuil.org)

■ À inscrire à l'agenda

Les services de transports intelligents (STI) au service du transport collectif

Colloque organisé par l'Association québécoise du transport et des routes (AQTR) sur les systèmes de transport intelligents appliqués au domaine du transport collectif.

Le 7 décembre 2006, à Montréal.

Sommet sur l'avenir du secteur forestier au Québec

Rendez-vous organisé par la Faculté de foresterie et de géomatique de l'Université Laval.

Prévu en février 2007.

■ Quoi de neuf?

Site Internet de la CRÉ du Saguenay-Lac-Saint-Jean

http://www.creslsj.ca

Site Internet de la CRÉ de Laval

http://www.crelaval.qc.ca

Vers une politique gouvernementale de lutte contre le racisme et la discrimination

Rapport de consultation déposé à la Commission de la Culture de l'Assemblée nationale par la CRÉ de Longueuil.

Aussi disponible dans Internet :
http://www.credelongueuil.org/pdf/Rapport%20consultation%20racisme.pdf

L'Outaouais au carrefour des modèles de développement

Gatineau, Québec : Centre de recherche sur le développement territorial CRDC, Université du Québec en Outaouais, 2006, 203 pages.

Profil régional de l'industrie bioalimentaire au Québec, estimations pour 2005

Publication sur l'industrie bioalimentaire dans les régions administratives du Québec qui estime les principaux indicateurs économiques.

Aussi disponible dans Internet :
http://www.mapaq.gouv.qc.ca/NR/rdonlyres/C2341875-2D00-41A2-BD7E-1319F8CAEEB1/0/ProfilregionalbioalimentaireQuebec2005.pdf

Ce bulletin est sous la responsabilité du Sous-ministériat aux affaires régionales et municipales du MAMR, en lien avec les travaux de la Table Québec-régions.

Sous-ministériat aux affaires régionales et municipales

Ministère des Affaires municipales et des Régions
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
(418) 691-2012

www.mamr.gouv.qc.ca